

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières et Déchets
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 06/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROUILLON Patrick

Les Foursounes
46120 Le Bouyssou

Références : SV/S-2025-0076
Code AIOT : 0003704214

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2025 dans l'établissement ROUILLON Patrick implanté parcelle 1008 section B 46120 Le Bourg. L'inspection a été annoncée le 21/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral ordonnant le paiement d'une astreinte journalière jusqu'à satisfaction des dispositions de l'arrêté préfectoral de suppression d'activité et ordonnant la remise en état du site n°E-2022-67 du 30 mars 2022 pris à l'encontre de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROUILLON Patrick

- parcelle 1008 section B 46120 Le Bourg
- Code AIOT : 0003704214
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'inspection avait constaté le 8 avril 2021 que Monsieur Patrick Rouillon exploite sur le site de Le Bourg une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage sans les autorisations requises.

Une procédure à l'encontre de l'exploitant concernant l'exploitation sans autorisation d'une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage avait déjà été engagée en 2012 pour son site situé sur la commune d'Issepts.

Lors d'une réunion le 4 août 2021 dans les locaux de l'UID à Cahors, l'exploitant avait indiqué qu'il ne souhaitait pas déposer un dossier de régularisation administrative, et qu'il allait arrêter son activité et évacuer tous les véhicules hors d'usage présents sur son site.

Suite aux inspections du 17 décembre 2021, du 21 septembre 2022 et du 10 janvier 2023, des actions administratives ont été entreprises afin de régulariser la situation (arrêté de suppression d'activité et de remis en état et arrêté d'astreinte administrative).

L'exploitant n'a pas procédé à la remise en état du site en évacuant tous les véhicules hors d'usages, les pièces détachées entreposées issus de son activité sans titre et les déchets associés malgré les sanctions administratives.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suppression et mise en sécurité du site	Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	8 jours
2	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	8 jours
3	Situation au titre des ICPE	Code de l'environnement du 07/02/2025, article R. 543-155-	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	8 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		1.I		corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas cessé ses activités et n'a pas procédé à la remise en état du site.

L'inspection constate la présence d'environ 17 véhicules à l'extérieur (véhicules hors d'usage, véhicules utilitaires)

À noter :

- l'absence d'information au niveau du système d'immatriculation des véhicules (SIV) pour 2 véhicules dont un luxembourgeois,
- 5 nouveaux véhicules depuis la précédente visite, dont 1 qui est toujours enregistré au nom de l'ancien titulaire du certificat d'immatriculation,
- 5 véhicules qui sont toujours enregistrés au nom de l'ancien titulaire du certificat d'immatriculation
- 1 véhicule (présent le 10/11/23) et qui est de nouveau entreposé sur le site de Le Bouyssou (présent lors des visites du 21/09/22 et 07/02/25).

L'inspection n'a pas pu vérifier l'intérieur du bâtiment. L'exploitant n'a cependant transmis aucun justificatif d'évacuation des pièces démontées constatées dans ce bâtiment lors des visites précédentes.

L'exploitant doit procéder à l'évacuation des véhicules hors d'usage encore présents et doit justifier qu'il a finalisé l'évacuation des déchets et pièces issues de l'activité de démontage sans titre.

Concernant les véhicules qu'il souhaite conserver, l'exploitant doit justifier que ceux-ci ne sont pas considérés comme des véhicules hors d'usage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suppression et mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Respect des obligations
Point de contrôle déjà contrôlé : • lors de la visite d'inspection du 10/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 23/02/2024

Prescription contrôlée :

La procédure de suppression prévue par les dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement est engagée à l'encontre monsieur Patrick ROUILLON, ci-après dénommé l'exploitant, pour les installations exploitées sur la commune de Le Bourg (46120) (parcelle n° 1008 de la section « OB » du plan cadastral).

Pour ce faire, l'exploitant procède à la mise à l'arrêt définitif des installations classées pour la protection de l'environnement relevant de la rubrique 2712, soumise à enregistrement, sous un délai de 1 mois ; il procède à la mise en sécurité du site en mettant en œuvre les mesures prévues à l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement.

Constats :

Ce point a fait l'objet d'un arrêté préfectoral ordonnant le paiement d'une astreinte journalière jusqu'à la satisfaction des dispositions de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2022 ordonnant la suppression d'activité et la remise en état du site.

L'inspection constate :

- la présence de 17 véhicules à l'extérieur (véhicules hors d'usage, véhicules utilitaires),
- la présence dans un bâtiment de pièces issues d'une activité de démontage et de stockage de VHU, de déchets divers et variés, des véhicules et motos (visibles à travers une fenêtre)

Il est à noter la présence de :

- 5 nouveaux véhicules depuis la précédente visite, dont 1 qui est toujours enregistré au nom de l'ancien titulaire du certificat d'immatriculation,
- 5 véhicules qui sont toujours enregistrés au nom de l'ancien titulaire du certificat d'immatriculation,
- 2 véhicules qui ne ressortent pas au niveau du SIV (un véhicule des domaines et un véhicule luxembourgeois).

Depuis la précédente visite, l'exploitant n'a transmis à l'inspection aucun justificatif quant aux filières de traitement des déchets évacués de son site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de procéder sous huit jours à l'évacuation de :

- l'ensemble des déchets présents,
- des pièces entreposées issues de son activité sans titre,
- de tous les véhicules hors d'usage (voitures et véhicules utilitaires)

de le justifier auprès de l'inspection afin qu'il puisse être constaté le respect de l'arrêté préfectoral ordonnant la suppression d'activité et la mise en sécurité du site.

Pour chaque véhicule de la liste jointe au rapport, l'inspection demande à l'exploitant de justifier de la propriété et de transmettre une copie du certificat de cession et du certificat d'immatriculation. L'exploitant listera l'ensemble des véhicules et motos stockés à l'intérieur du

bâtiment et transmettra une copie du certificat de cession et du certificat d'immatriculation correspondant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 jours

N° 2 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 2
Thème(s) : Autre, Vérification de la remise en état du site
Point de contrôle déjà contrôlé : • lors de la visite d'inspection du 10/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : Dans un délai de 1 mois, l'exploitant remet le site dans un état tel qu'il ne nuise pas aux intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Pour cela, et sans préjudice des articles du code de l'environnement ci-dessus mentionnés, l'exploitant doit notamment procéder à l'évacuation de l'ensemble des déchets présents sur le site (véhicules hors d'usages, pièces détachées issus des VHU stockées à l'extérieur ou à l'intérieur du bâtiment, pneumatiques usagés) vers des installations autorisées à les recevoir. Les justificatifs d'élimination seront transmis sous un délai maximum de 3 mois à l'inspection des installations classées.
Constats : Du fait de la présence de véhicules hors d'usage à l'extérieur, des pièces détachées, des véhicules et motos, et déchets divers et variés situés à l'intérieur du bâtiment, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas respecté l'obligation de remettre le site en état prescrite par l'arrêté du 30 mars 2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit évacuer l'ensemble : • des véhicules hors d'usages présents à l'extérieur, • l'ensemble des véhicules hors d'usage présents à l'intérieur du bâtiment ainsi que les déchets divers et variés et pièces détachées. de le justifier auprès de l'inspection afin qu'il puisse être constaté le respect de l'arrêté préfectoral ordonnant la suppression d'activité et remise en état du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 jours

N° 3 : Situation au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/02/2025, article R. 543-155-1.I
--

Thème(s) : Situation administrative, Réception de VHU
--

Prescription contrôlée :

I. - Les installations qui ne sont pas enregistrées au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées ne peuvent réceptionner de véhicules hors d'usage.

Toutefois, les centres VHU titulaires d'un agrément délivré avant le 1er janvier 2025 qui ne sont pas soumis à enregistrement au titre de la rubrique mentionnée au précédent alinéa peuvent réceptionner des véhicules hors d'usage, tant que cet agrément n'est pas retiré ou suspendu dans les conditions prévues à l'article R. 515-38.

Constats :

L'installation n'est pas enregistrée au titre de la rubrique 2712 et ne peut pas réceptionner de véhicules hors d'usage.

L'inspection rappelle à l'exploitant que le fait de disposer d'un numéro de SIRET (enregistrement auprès du Tribunal de Commerce) ne l'exempte pas de l'obligation d'obtenir les autorisations requises au titre de la réglementation environnementale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

L'inspection demande à l'exploitant de cesser ces activités, d'évacuer l'ensemble des véhicules hors d'usage, les pièces détachées et les déchets présents vers les filières dûment autorisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 8 jours
--